

Avec les 30 milliards dépensés par les faussaires à la carte vitale, combien de lits en rea, Macron ?

écrit par Christine Tasin | 3 mai 2020



Nous avons déjà consacré [plusieurs articles](#) à ce sujet, mais il faut y revenir sans cesse, comme le fait Charles Prats, qui ne cesse de dénoncer cet énorme scandale.

Scandale double puisque une enquête parlementaire menée par Nathalie Goulet a fait pfff ! Devinez pourquoi : *parce que c'est inopportun politiquement*. Traduisez, ça va faire monter les populistes dans les urnes.

Scandale triple quand on apprend que notre stock de masques stratégiques aurait été liquidé pour faire des économies de bout de chandelles.

Scandale quadruple quand on vient de vivre 2 crises des hôpitaux, la première avec des soignants dans la rue et en grève pendant des mois pour dénoncer l'état épouvantable des urgences (entre autres), la seconde qui nous a coûté cher puisque, à cause de la fermeture d'hôpitaux et de lits, on a

été tous confinés pour éviter de surcharger urgences et lits en réanimation.

□ 2,5 millions d'individus « fantômes » □ bénéficient de 30 milliards □ de prestations sociales indues chaque année... Autant d'argent qui pourrait aller dans nos hôpitaux par exemple! A lire dès aujourd'hui dans Le Figaro Magazine [#fraudesociale](https://t.co/MoNHxnG9Ri) □ <https://t.co/MoNHxnG9Ri> [pic.twitter.com/g17hb1u5sg](https://t.co/MoNHxnG9Ri)

– □ Charles Prats APM (@CharlesPrats) [May 1, 2020](#)

Ancien magistrat de la Délégation nationale à la lutte contre la fraude (DNLF) au ministère du Budget, Charles Prats estime que 2,5 millions d'individus «fantômes» bénéficieraient de 30 milliards de prestations sociales indues.

[...]

Regardez l'état de nos armées, de notre police, de notre justice... Ces institutions vous semblent-elles dignes de ce qu'elles devraient être en France? Les fonctionnaires vivent depuis des années les restrictions et le gel des rémunérations. L'hôpital est un exemple criant de cette indigence de nos services publics. Et pourtant, notre dépense publique est la plus élevée. Il n'est pas besoin de chercher bien loin: elle a explosé en France parce que les dépenses de protection sociale ont explosé, tout simplement! Et l'on peut craindre que ce soit pour de très mauvaises raisons...

Justement, peu avant la crise du coronavirus, vous avez dénoncé la fraude aux prestations sociales. Pourquoi l'estimation de l'ampleur de cette fraude rencontre-t-elle tant de difficultés?

Cet exercice est toujours compliqué, mais on peut par exemple

facilement comparer le nombre théorique maximal de bénéficiaires avec ceux qui touchent réellement des prestations. C'est d'ailleurs la méthode de travail retenue par l'Inspection générale des finances (IGF). Selon les documents que j'ai donnés à la commission d'enquête parlementaire en cours sur le sujet, **12,4 millions de personnes nées à l'étranger ou dans un territoire d'outre-mer** ont bénéficié l'an dernier de prestations sociales (allocations, pensions de retraite, chômage, maladie...) alors qu'il ne devrait en exister qu'un maximum de 9,9 millions selon les chiffres de l'Insee et des organismes sociaux. Il y a donc environ 2,5 millions de fantômes qui passent chaque mois au guichet pour toucher des sous! Si ces 12,4 millions de personnes existaient vraiment, cela signifierait par exemple que 42 % des allocataires des caisses d'allocations familiales seraient nés à l'étranger. J'ai donné ces documents et informations à l'Assemblée nationale le 3 mars dernier. Le ministère des Affaires sociales et les organismes sociaux se sont depuis réfugiés dans un silence gêné, personne ne commentant ces chiffres provenant du gouvernement lui-même dans une réponse à une question de contrôle publiée au *Journal officiel*.

[...]

Comment arrivez-vous au chiffre de 30 milliards d'euros pour la fraude sociale aux prestations?

C'est un enjeu potentiel de fraude. Le montant total des dépenses annuelles de protection sociale s'élève à 787 milliards d'euros pour 66,5 millions d'habitants, soit 11.800 euros par personne. L'enjeu annuel pour les 2,5 millions d'individus «fantômes» bénéficiant de prestations s'élève donc à près de 30 milliards d'euros auxquels il faut rajouter les autres types de fraudes sociales car ces 30 milliards ne concernent que la fraude potentielle à l'immatriculation sociale!

Qui sont les bénéficiaires de cette fraude sociale?

Quand on fait face à 2,5 millions de fraudeurs, tous les cas existent! On peut avoir des individus créant des identités fictives en grand nombre, comme cette famille roumaine qui en avait créé 1200 dans le Nord en 2018 pour escroquer 1,7 million d'euros d'allocations. Ou bien les immigrés clandestins qui créent des identités européennes pour bénéficier de notre système social. En 2011, sur l'échantillon de faux papiers d'origine étrangère, 47 % étaient soi-disant algériens, 27 % marocains, 6 % congolais et 3 % maliens. Mais attention, la nationalité du fraudeur peut être très différente de celle du document falsifié, tout fraudeur pouvant dupliquer de nombreuses identités fictives étrangères pour escroquer la sécu.

Comment expliquer que gouvernements successifs et médias se concentrent davantage sur la fraude fiscale?

Évoquer la lutte contre la fraude fiscale, qui coûte très cher à nos finances publiques, participe de la «chasse aux riches»! À l'inverse, la lutte contre la fraude aux prestations sociales tétanise décideurs politiques et haute administration qui ne veulent pas être accusés de «faire la chasse aux pauvres et aux étrangers». Pour certains, la fraude aux prestations sociales relève même de la «fake news» et le simple fait d'aborder ce sujet ferait le jeu de l'extrême droite. Il y en a même qui excusent cette fraude sociale au nom de l'existence de fraudes fiscales!

Ces contrevérités assénées par les «fraudosceptiques» ont heureusement été «fact checkées» par les travaux de la commission d'enquête de l'Assemblée nationale. Sans vouloir distribuer des bons points aux parlementaires, reconnaissons tant l'action décisive de Jean-Christophe Lagarde, président de l'UDI, pour avoir imposé cette commission d'enquête, que le travail titanesque des différents députés de tout bord

politique sur ce sujet, on le voit, transpartisan. C'est à la suite de cette enquête que le député européen Jean-Paul Garraud (RN) a saisi le procureur national financier. Le décideur politique qui osera mener cette bataille gagnera à coup sûr la reconnaissance de nos concitoyens.

Que préconisez-vous pour lutter efficacement contre cette fraude sociale multiforme?

L'État doit recertifier tous les numéros de [Sécurité sociale](#) en intégrant les empreintes digitales de chacun. Ainsi, on stoppera massivement les fraudes en évitant les identités multiples pour un même individu, l'utilisation d'une même carte Vitale par différentes personnes ou encore les clandestins travaillant sous l'identité d'un tiers en situation légale. Cette vérification biométrique peut être mise en place en peu de temps si l'on s'en donne la volonté politique. En cette période de confinement due, au coronavirus, on ne peut pas le faire. Mais il faudra adopter la biométrie dès que le confinement sera levé pour permettre de mieux lutter contre la fraude et créer un véritable «FBI de lutte contre la fraude sociale» comme cela avait été proposé en 2012. Ce dispositif ne peut pas être confié aux seuls organismes de protection sociale qui n'ont pas la culture répressive. On n'attrape pas les bandits avec des «conventions d'objectifs et de gestion»! Il faut donc donner cette compétence au ministère du Budget qui aurait toute autorité opérationnelle sur les contrôleurs des organismes de protection sociale et sur les comités départementaux antifraude. Cette réforme administrative simple peut être faite avant la fin de l'année.

Cette crise coûtera plusieurs centaines de milliards à la France et des millions d'emplois aux Français

Cette réforme est d'autant plus urgente dans le contexte actuel! Cette crise coûtera plusieurs centaines de milliards à la France et des millions d'emplois aux Français. Lorsque

arrivera l'heure de l'impôt-coronavirus – parce que cette heure viendra -, personne ne comprendrait que l'on continue de laisser la fraude aux prestations sociales allègrement prospérer!

[...]

Faut-il également réformer l'État bureaucratique? Peut-on dire que le poids de la technostructure explique en partie la gestion, souvent jugée illisible, de cette crise?

S'il y a bien une chose qui ronge l'efficacité de l'action publique, c'est la bureaucratie. On n'en fera jamais une aussi juste description que la «maison qui rend fou» dans *Les Douze Travaux d'Astérix*. Nous voyons aujourd'hui malheureusement à quel point la bureaucratie peut parfois s'avérer hors sol en temps de crise. Un «État profond» inefficace qui a mis l'autorité politique devant le fait accompli dans une situation intenable avec une communication de crise illisible une fois que les masques sont tombés. Regagner la confiance du peuple français va être compliqué...

<https://www.lefigaro.fr/vox/economie/charles-prats-la-fraude-sociale-c-est-30-milliards-d-euros-par-an-20200430>